

## LE RÉINVESTISSEMENT DE LA RUSSIE AU MAGHREB ENJEUX ET PERCEPTIONS CROISÉS

**Flavien BOURRAT**

*Chercheur Maghreb – Moyen-Orient à l'IRSEM*

**Nawel DJAFFAR**

*Assistante de recherche à l'IRSEM*

### RÉSUMÉ

Comme dans le reste du monde arabe, la Russie s'est réinvestie dans les pays du Maghreb, avec des objectifs en partie nouveaux par rapport au passé. Si l'Algérie et la Libye – partenaires privilégiés à l'époque de la guerre froide – restent les principaux points d'ancrage de la politique russe dans cette sous-région, Moscou veille désormais à étendre ses relations vers le Maroc et la Tunisie. Pour autant, le Maghreb ne constitue pas un intérêt fondamental pour la Russie, mais plutôt une source d'opportunités économiques et politiques. Le domaine sécuritaire reste un volet important de la coopération, notamment avec l'Algérie, où prédominent les livraisons d'armement et la formation de cadres militaires. Ce redéploiement est aussi facilité par une proximité de vues entre les pouvoirs en place et la Russie de Vladimir Poutine au sujet des grands dossiers politico-sécuritaires régionaux, ce qui n'exclut pas une certaine prudence de la part des partenaires maghrébins quant à la coopération dans le domaine de la défense. Au-delà de ces objectifs, ce réinvestissement de la Russie pourrait avoir des prolongements vers l'Afrique subsaharienne dont le Maghreb constitue, aux yeux de Moscou, la porte d'accès.

### SOMMAIRE

Introduction .....	2
Le tropisme algérien et libyen de l'Union soviétique.....	3
Les nouveaux vecteurs et motivations de l'influence russe au Maghreb.....	6
Les perceptions et les attentes côté maghrébin : perspectives et limites.....	11
Conclusion .....	13

## INTRODUCTION

Le réinvestissement de l'influence et de la présence russes dans le monde arabe, amorcé depuis le milieu des années 2000 et confirmé durant la décennie suivante avec la crise syrienne, concerne aussi le Maghreb. Un premier constat : le pouvoir russe, comme dans le passé, semble considérer la région Afrique du Nord – Moyen-Orient (ANMO) comme un tout, dont la partie maghrébine (englobant ici le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye) ne serait pas conceptualisée comme un ensemble sous-régional. D'autre part, si Moscou n'aborde pas cette zone comme une terre inconnue – un solide partenariat avait en effet été noué à l'époque soviétique avec l'Algérie dès l'indépendance de cette dernière en 1962<sup>1</sup> – c'est avec un regard et des objectifs en partie nouveaux que s'effectue ce redéploiement. Ce dernier montre toutefois des limites. En effet, contrairement aux États de l'Europe occidentale, mais à l'instar des États-Unis, la Russie n'identifie pas dans cet espace d'enjeux stratégiques majeurs pour ses intérêts vitaux. Elle tend davantage à considérer l'Afrique du Nord non pas comme un terrain d'intervention militaire directe, mais comme le champ d'application d'un *soft power* où la dimension économique et commerciale prédomine avant même les priorités sécuritaires.

L'un des changements notoires par rapport à l'époque de la guerre froide est que la nouvelle politique russe au Maghreb ne s'appuie plus uniquement sur le partenaire historique algérien, mais se déploie vers des États auparavant négligés, à savoir le Maroc et la Tunisie, parce que liés sur les plans politiques et historiques au monde occidental. La Libye constitue un cas à part.

L'intérêt renouvelé de la Russie pour le Maghreb repose sur un certain nombre de paramètres qui ont déjà été pour l'essentiel bien identifiés. On retiendra en premier lieu le développement de partenariats économiques, qu'il s'agisse des domaines de l'armement, de l'énergie, des infrastructures et de l'agriculture. Viennent ensuite, dans l'ordre des priorités, les questions sécuritaires, au centre desquelles la lutte contre le terrorisme et le jihadisme, mais plus largement les effets induits par la crise libyenne, même si l'investissement russe vis-à-vis de ce dossier apparaît moins développé et partisan qu'il n'y semble à première vue. L'accent mis sur le volet politico-diplomatique, cristallisé à partir des soulèvements arabes et plus particulièrement depuis le renversement du régime libyen à la suite de l'intervention de l'OTAN en 2011, constitue le paramètre le plus nouveau de ce réinvestissement russe. Comme dans le reste du monde arabe, Moscou y défend le statu quo, ou plutôt un « principe de conservation » défini par son soutien aux régimes en place, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État, et son opposition au changement de régime par le biais d'interventions militaires étrangères.

Si les visions et les modes d'action privilégiés de la Russie au Maghreb semblent assez bien identifiés, les perceptions et les attentes, mais aussi les réserves éventuelles côté maghrébin sont plus rarement exprimées par les milieux dirigeants de ces pays et peu étudiées au niveau académique. Peut-être faut-il y voir, s'agissant des pouvoirs en place,

---

1. Irina Gridan, Gaëlle Le Boulanger, « Les relations militaires entre l'Algérie et la Russie, de l'indépendance aux années 1970 », *Outre-Mers. Revue d'histoire*, n° 334-335, 2007, p. 37-61.

un souci de discrétion concernant les aspects sensibles de ce volet – cela est particulièrement vrai pour l’Algérie – de politique étrangère, domaine sur lequel elles communiquent généralement peu ; et pour les milieux de la recherche universitaire en Afrique du Nord, un manque de connaissance lié à l’histoire, à la géographie et à la culture de la Russie contemporaine.

S’il existe incontestablement, côté maghrébin et avec des nuances importantes d’un pays à l’autre, un intérêt manifeste pour un développement ou un approfondissement du partenariat avec Moscou, des interrogations peuvent subsister sur les objectifs de la Russie, notamment à Rabat et à Tunis. En dépit de cela, les orientations tant générales que régionales de la politique russe sont globalement bien perçues dans les capitales maghrébines, car elles correspondent aux visions locales sans toutefois avoir le caractère intrusif que l’on reproche parfois aux partenaires historiques européens (France, Italie, Espagne) et américains.

Ainsi, la démarche russe répond à des attentes de diversification en matière de partenariat qui correspondent à une nécessité économique plus que stratégique<sup>2</sup>. Cette relation apparaît, du fait peut-être aussi des limites qui lui sont fixées, facilitée par une convergence de vues sur les grands dossiers régionaux et les principes régissant les relations internationales. Certaines attentes côté maghrébin pourraient cependant être déçues, concernant notamment les investissements économiques, mais aussi une éventuelle tentative de médiation russe pour faciliter un processus de règlement de la crise libyenne, sachant que Moscou y émet des conditionnalités.

## LE TROPISME ALGÉRIEN ET LIBYEN DE L’UNION SOVIÉTIQUE

Étant donné son éloignement géographique, le Maghreb n’a pas constitué – contrairement au Moyen-Orient – un pôle d’intérêt stratégique majeur pour l’Union soviétique, et ce jusqu’à la période de décolonisation dans les années cinquante. À partir de ce tournant, et surtout à la faveur de la guerre d’indépendance algérienne, Moscou a commencé à s’investir dans cette sous-région du monde arabe. De fait, comme au Machreq, le positionnement soviétique s’est justifié à partir de critères politico-stratégiques, ce qui a expliqué le choix du partenariat avec l’Algérie dès 1962, puis, dans une moindre mesure, avec la Libye du colonel Qadhafi après la prise du pouvoir par ce dernier en 1969.

Pourtant, c’est bien davantage au nom de la lutte « anti-impérialiste » que d’une véritable proximité idéologique que ces alliances se sont nouées. En effet, le pouvoir soviétique, durant toute la période de la guerre froide, ne pouvait pas compter sur des relais locaux pour affermir son influence. Les partis maghrébins d’obédience communiste étaient en effet loin d’avoir le poids et l’influence de leurs homologues du Moyen-Orient, comme par exemple en Irak ou en Iran. Ils avaient d’ailleurs été promptement écartés du pouvoir, voire réprimés au lendemain des indépendances, même si certains de leurs dirigeants

---

2. Erik Burgos et Clément Therme, entretien avec Vassily Kutsenov, « La politique étrangère de la Russie au Maghreb : entre commerce et sécurité », *Confluences Méditerranée*, n° 104, janvier 2018, p. 85-95.

avaient pu être cooptés par la suite par les régimes en place, notamment au Maroc et en Algérie. Néanmoins, le tiers-mondisme révolutionnaire revendiqué par Alger comme par Tripoli, même s'il ne se réclamait pas ou peu de l'idéologie marxiste-léniniste, était perçu par l'URSS comme conforme à ses intérêts et ses projections politico-stratégiques.

Pour autant, les dirigeants des deux pays maghrébins « amis », tout en tenant compte de l'intérêt que leur procurait une coopération étendue avec Moscou (qui passait aussi par des liens avec les pays satellites d'Europe de l'Est, notamment sur le plan sécuritaire avec la République démocratique allemande), veillaient à conserver une certaine distance avec ce partenaire, en refusant toute forme de sujétion selon les principes du non-alignement.

## Priorité au partenariat avec l'Algérie

Le cas de l'Algérie était à ce titre significatif de cette prudence et de cette réserve<sup>3</sup>. L'objectif de l'Algérie indépendante de constituer un appareil de défense et de renseignement conséquent et professionnalisé a conduit ses dirigeants à s'adresser aux Soviétiques lesquels s'étaient déjà impliqués dans ce domaine de coopération durant la deuxième partie de la guerre d'Indépendance. Les formations d'officiers de l'Armée nationale populaire (ANP) à l'Académie Frounze de Moscou ont ainsi débuté dès 1964, suivies de livraisons massives de matériels de guerre à partir de 1966 et de l'envoi de techniciens soviétiques en Algérie, participant fortement à la constitution d'un appareil de défense conforme aux vœux des dirigeants algériens. La démarche de Moscou visait à offrir à l'Algérie tout ce qu'elle désirait en la matière, de telle sorte que cette « politique de saturation » la détourne par la suite de tout autre fournisseur<sup>4</sup>.

Les limites d'une telle coopération ont été toutefois posées par Houari Boumediene après son accession à la tête de l'État algérien en 1965, et ont quelque peu refréné les ambitions soviétiques visant à implanter des conseillers au cœur de l'appareil de défense algérien. Le penchant de Boumediene pour le modèle politique et surtout économique offert par l'URSS n'a pas entamé son nationalisme intransigeant qui l'a conduit à prendre quelque peu ses distances vis-à-vis d'une grande puissance en qui il ne voyait pas un véritable allié – surtout après la guerre des Six-Jours de juin 1967<sup>5</sup> – et encore moins un tuteur<sup>6</sup>. La coopération de défense a néanmoins repris avec une nouvelle vigueur à la faveur du conflit au Sahara occidental déclenché au milieu des années 1970, durant lequel Moscou a veillé à assurer la supériorité tactique de l'armée algérienne face au Maroc. La guerre civile algérienne des années 1990, au cours de laquelle des ressortissants russes ont été assassinés, a entraîné de nouveau une réduction de la coopération militaire mais dès 1997, d'importants contrats dans les domaines de l'armement et des hydrocarbures ont été signés, prélude à un réinvestissement progressif de la Russie en Algérie.

3. Irina Gridan, Gaëlle Le Boulanger, « Les relations... », *op. cit.*

4. *Ibid.*

5. Moscou s'était prononcé en faveur d'un cessez-le-feu entre Israël et ses voisins arabes, souhaitant éviter une extension non maîtrisable du conflit. Boumediene, soutenant au contraire une position maximaliste sur ce dossier, avait dénoncé cette position comme un « lâchage » de la part de l'URSS vis-à-vis de la cause arabe.

6. Saphia Arezki, *De l'ALN à l'ANP : la construction de l'armée algérienne, 1954-1991*, Barzakh, Alger, 2018, p. 243-249.

## Un soutien relatif à la Libye

L'orientation anti-occidentale, avec l'expulsion des bases militaires américaines et britanniques, et le discours révolutionnaire affichés par le colonel Qadhafi après sa prise du pouvoir à Tripoli en 1969, ont été perçus par l'Union soviétique comme une nouvelle opportunité de renforcer son influence sur la rive sud de la Méditerranée. Là encore, les ambitions de Moscou ont été revues à la baisse pour reposer principalement sur une coopération dans le domaine de l'armement. En effet, la théorie de la « Troisième théorie universelle » à base de « socialisme islamique » se voulant une alternative entre capitalisme et socialisme prônée par Mouammar Qadhafi, n'était guère susceptible de séduire le pouvoir soviétique. Néanmoins, l'arrêt des relations militaires entre l'Égypte et l'URSS en 1972 a offert à cette dernière l'occasion de nouer un partenariat de compensation avec la Libye, sans que ce dernier ait atteint toutefois le volume de celui auparavant en vigueur avec Le Caire. Comme pour l'Algérie, des étudiants et officiers libyens ont été envoyés en stage en URSS et des coopérateurs soviétiques se sont retrouvés formateurs au sein des forces armées de la Jamahiriya<sup>7</sup>.

Bien que la Russie ait voté en 1992, dans un contexte post-guerre froide, la résolution 748 du Conseil de sécurité des Nations unies imposant un embargo à la Libye, elle s'est mobilisée par la suite pour la levée des sanctions, et a signé un accord bilatéral en 1995 en vue de rétablir un partenariat économique. Les relations avec le régime libyen ont toutefois conservé une certaine distance au cours des années 2000, le colonel Qadhafi n'ayant pour sa part effectué qu'une seule visite à Moscou entre 1985 et 2008. La chute du régime de Qadhafi et l'élimination physique de ce dernier en octobre 2011, à la suite du soulèvement ayant évolué en guerre civile, ont fortement marqué Vladimir Poutine, lequel s'est senti floué par les pays occidentaux, accusés d'avoir extrapolé le mandat de l'ONU autorisant une zone de non-survol sur l'est du pays. Ces événements ont sans conteste accéléré le réinvestissement de la Russie dans la région.

## Tunisie et Maroc : la défiance

Les relations de l'URSS avec la Tunisie et le Maroc, en raison de leur appartenance au camp occidental, sont restées tout au long de la guerre froide à un niveau minimum et empreintes de défiance. Cela a été particulièrement le cas avec le Maroc, Moscou ayant apporté un appui matériel indirect via l'Algérie au Front Polisario durant le conflit au Sahara occidental ainsi qu'un soutien diplomatique discret à ce dernier au Conseil de sécurité. Les rapports bilatéraux ont pris un cours plus cordial après la fin de l'Union soviétique, en particulier au plan économique, avec notamment l'achat par Rabat d'équipements militaires russes (des hélicoptères MI-8) en quantité toutefois limitée.

---

7. Suzane M. Birgerson, Alexander Kozhemakin, Roger E. Kanet, « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1996, p. 145-168.

## LES NOUVEAUX VECTEURS ET MOTIVATIONS DE L'INFLUENCE RUSSE AU MAGHREB

Aujourd'hui, le Maghreb ne constitue pas un intérêt fondamental pour la Russie, mais bien davantage une source d'opportunités économiques et politiques. Le redéploiement russe au Maghreb, amorcé dès le second mandat de Vladimir Poutine en 2004 et renforcé au cours de la dernière décennie s'appuie sur de nouveaux vecteurs, distincts de l'ancienne aura anti-impérialiste dont avait pu bénéficier l'Union soviétique en Algérie et en Libye. On en distingue trois en particulier : un investissement dans le domaine économique, une coopération accrue dans le domaine sécuritaire, et une vision partagée des enjeux internationaux et régionaux.

### L'investissement économique

La Russie et les pays du Maghreb cherchent avant tout à cultiver leurs relations économiques. Ces relations recouvrent des domaines variés tels que l'énergie, les produits agricoles, le tourisme, le domaine spatial ou encore, dans le cas de l'Algérie, la vente d'armements. Pour Moscou, cela répond également à la nécessité de faire face aux sanctions de l'Union européenne imposées à la suite de l'annexion de la Crimée en 2014, en cherchant des alternatives aux produits européens, en particulier agro-alimentaires. La Russie rencontre une volonté similaire côté maghrébin, où existe un souhait de diversifier des partenariats dominés jusqu'alors par les pays de l'Union européenne. En 2016, la Russie est ainsi devenue, en passant devant la France, le premier fournisseur de blé de l'Algérie et l'est restée depuis. Il est à noter que la projection économique russe dans la région ne répond pas nécessairement à une stratégie étatique pilotée par le Kremlin, mais satisfait souvent des ambitions commerciales à la recherche de nouvelles opportunités, bien que les autorités politiques puissent faciliter les contacts avec les différents acteurs économiques maghrébins.

La Russie a, dans un premier temps, tenté de convertir sa proximité politique avec ses partenaires historiques maghrébins en marchés économiques, avant de se tourner, à partir des années 2000, vers de nouveaux pays, mettant ainsi en exergue un « enjeu de dépolitisation de son agenda économique<sup>8</sup> ». Ainsi, bien que les échanges commerciaux demeurent modestes et que la balance commerciale penche encore fortement en faveur de Moscou, ils se sont renforcés au cours des dernières années, notamment avec le Maroc, atteignant les 3 milliards de dollars, soit 15 fois plus que lors de la décennie précédente. La proximité historique de la Russie avec l'Algérie et le conflit latent qui oppose cette dernière au Maroc autour de la question du Sahara occidental n'ont pas représenté de frein aux nouvelles relations de Moscou avec Rabat. Ce rapprochement peut s'expliquer par une volonté des deux pays de diversifier leurs partenaires économiques, le Maroc étant historiquement plus tourné vers l'Europe. Ce dernier a ainsi fortement augmenté ses exportations de fruits et

8. Entretien avec Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe à Moscou, septembre 2019.

légumes vers la Russie<sup>9</sup>. Ce rapprochement entre la Russie et le Maroc a été amorcé par la visite du roi Mohammed VI à Moscou en 2002, la première d'un dirigeant marocain depuis celle qu'avait effectuée son père et prédécesseur Hassan II en 1966, et concrétisé en 2016 par la signature d'un partenariat stratégique entre les deux pays. En marge du premier sommet Russie - Afrique qui s'est tenu à Sotchi les 23 et 24 octobre 2019, la Russie et le Maroc auraient signé un accord portant sur la construction d'un complexe pétrochimique d'une valeur de près de deux milliards d'euros dans la ville de Nador, révélant ainsi une volonté de diversification des relations dans le domaine industriel. Au-delà du symbole, il convient cependant de relativiser l'impact que ce partenariat stratégique pourrait avoir. Un accord du même type a en effet été conclu avec l'Algérie dès 2001 mais est resté depuis lettre morte.

La Russie est également présente dans le domaine du nucléaire civil. En effet, face à une augmentation importante de leur consommation énergétique intérieure, les pays du Maghreb s'intéressent depuis la fin de la décennie précédente à l'option du nucléaire civil. À l'occasion de la visite du Premier ministre Dimitri Medvedev à Rabat en octobre 2017, ROSATOM - l'agence d'État russe pour l'énergie atomique - et le ministère marocain de l'Énergie, des Mines et du Développement durable ont signé un protocole d'accord pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, posant ainsi les jalons d'une future collaboration dans le domaine du nucléaire civil. Un mémorandum similaire a été signé en 2016 avec la Tunisie, délimitant les fondements juridiques de la coopération entre les deux pays en matière nucléaire, de même qu'en Libye en 2008. S'il s'agit en l'espèce uniquement de mesures préliminaires à une véritable coopération, l'intérêt porté par les pays du Maghreb pour ce volet de la coopération avec la Russie est manifeste. De même, en octobre 2017, le commissaire algérien à l'énergie atomique et le vice-président de ROSATOM ont signé un mémorandum d'entente pour le transfert de la technologie nucléaire. La Russie et l'Algérie prévoient la construction d'une centrale nucléaire avec réacteur à eau pressurisée à l'horizon 2025<sup>10</sup>. Les pays du Maghreb ayant également entamé un rapprochement dans ce domaine avec d'autres pays, notamment les États-Unis, la France ou encore la Chine, cette coopération avec la Russie, principalement transactionnelle et dénuée de considérations politiques, démontre avant tout une volonté de profiter des différentes offres du marché international.

Dans le domaine des hydrocarbures, l'Algérie et la Russie disposent de nombreux partenariats par le biais des entreprises russes Transneft et Gazprom (présente en Algérie depuis 2006) et algérienne Sonatrach. Si la Russie a toujours refusé de faire partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), elle s'en est récemment rapprochée. Elle a ainsi joué un rôle essentiel dans la conclusion des accords au sein du cartel ayant conduit à une limitation de la production du pétrole en 2018, en parvenant à faire asseoir autour de la même table l'Arabie saoudite et l'Iran, ce dont est conscient son partenaire algérien qui a

---

9. Arnaud Dubien, « La Russie et l'Afrique : mythes et réalités », Note de l'Observatoire franco-russe, n° 19, octobre 2019.

10. L'Algérie dispose d'ores et déjà de deux réacteurs dédiés à la recherche et à l'industrie pharmaceutique (mis en place avec la Chine et l'Argentine), mais est fortement intéressée par le développement d'un véritable nucléaire civil.

pu bénéficier des retombées de cet accord. Par ailleurs, les hydrocarbures représentent les premières exportations russes vers le Maroc.

De plus, comme précédemment évoqué, la Russie et l'Algérie ont une longue histoire de coopération sécuritaire et d'échange dans le domaine de l'armement. En mars 2006, lors de sa visite à Alger, le président russe Vladimir Poutine a annoncé l'effacement de la dette algérienne contractée à l'époque soviétique d'un montant de 4,7 milliards de dollars, en échange d'un engagement du côté algérien d'acquiescer pour 7,5 milliards de dollars d'armement russe. Il s'agissait d'un nouveau modèle d'échanges économiques que la Russie mettait à l'essai avec son partenaire de longue date. Elle l'a réitéré en 2008 avec la Libye lors de la visite de Vladimir Poutine à Tripoli avec un effacement de la dette libyenne à hauteur de 4,6 milliards de dollars contre un engagement à acheter pour 3 milliards de dollars d'équipements militaires<sup>11</sup>. En 2008, Alger a retourné 15 appareils Mig-29 achetés à la Russie et considérés comme défectueux, qui ont été remplacés par des modèles plus perfectionnés. L'incident n'a cependant pas durablement entaché la relation entre les deux partenaires<sup>12</sup>.

Concernant les matériels de guerre, l'Algérie demeure aujourd'hui le premier client de la Russie en Afrique, et son troisième client mondial (après l'Inde et la Chine), et la Russie son premier fournisseur. Parmi les acquisitions récentes, on peut citer les avions Su-34, Su-35, le chasseur furtif Su-57 (dont l'Algérie est le premier client en dehors de la Russie), les sous-marins Kilo, les missiles sol-air S 300 et des radars de surveillance. L'armement russe, jugé de qualité et moins coûteux que ceux proposés par les concurrents français ou américains, constitue un avantage pour l'armée de l'air algérienne qui renouvelle régulièrement son arsenal auprès de la Russie.

La Libye, dans une situation de fragmentation politico-étatique et de crise sécuritaire encore non résolues, cherche également en Moscou un partenaire économique. C'est ce qu'expriment une partie des Libyens qui estiment que la stabilité économique peut précéder voire entraîner une résolution politique à la crise qui dure depuis le soulèvement de 2011. Les perspectives de vente d'armements sont potentiellement importantes et la Russie a d'ores et déjà annoncé qu'elle serait prête à fournir des armes à la Libye en cas de levée de l'embargo onusien. Moscou dispose d'arguments en sa faveur dans ce domaine, en tant qu'ancien fournisseur de ce pays mais également compte tenu des contrats d'armements d'une valeur de 3 milliards de dollars signés en 2008 et non honorés du fait du changement de régime à Tripoli. La révolution de 2011 a également interrompu l'activité d'entreprises russes dans le domaine des hydrocarbures (Gazprom, présente en Libye depuis 2005, et Tatneft). Dans ses échanges avec le gouvernement de Tripoli, la Russie a fait part de sa volonté de reprise de ses activités, à condition que la situation sécuritaire dans le pays s'améliore. En septembre 2018, le ministre libyen de l'économie et de l'industrie du gouvernement d'accord national (GAN) a par ailleurs annoncé la relance d'un projet de construction d'une ligne de chemin de fer reliant Benghazi à Syrte, interrompu par la révolution de 2011. Si cet effet d'annonce doit être relativisé, le GAN ne contrôlant pas la zone

11. Arnaud Dubien, « La Russie et l'Afrique : mythes et réalités », *op. cit.*

12. Mansouria Mokhefi, « Alger - Moscou : évolution et limites d'une relation privilégiée », *Politique étrangère*, 2015/3 (automne), p. 57-70.

de Benghazi, il montre néanmoins la volonté libyenne comme la volonté russe de reprendre au plus vite des relations économiques bilatérales.

Enfin, dans le cas de la Tunisie et dans une moindre mesure du Maroc, la Russie représente une opportunité pour le secteur touristique, vital pour l'économie de ces pays. À la suite de l'attentat contre un avion de ligne russe en octobre 2015 qui reliait Charm el-Cheikh en Égypte à Saint-Pétersbourg, les tour-opérateurs ont redirigé vers la Tunisie de nombreux touristes russes qui constituent une clientèle alternative à celle en provenance des pays occidentaux.

## Le vecteur sécuritaire

Le second vecteur de la projection russe au Maghreb est sécuritaire. Selon le chercheur Vassily Kunetzov<sup>13</sup>, la Russie entend désormais se présenter, à l'instar des États-Unis, comme un « exportateur de sécurité » dans ce sous-ensemble régional. Ce renforcement du volet sécuritaire de l'action menée par Moscou vers l'Afrique du Nord est à mettre en lien avec le mouvement global de « sécuritisation » des relations internationales mais plus particulièrement avec les nouveaux enjeux régionaux consécutifs aux soulèvements de l'hiver 2011 et aux conflits et crises qui en ont découlé. Le Maghreb ne représentant pas d'enjeux ou risques sécuritaires majeurs pour la Russie (en dehors de la lutte globale contre le terrorisme), la présence russe dans ce domaine relève une fois encore de l'opportuniste.

En plus de la livraison d'armements, la Russie a grandement contribué et contribue encore à la formation d'officiers algériens, créant ainsi une convergence des cultures militaires qui facilite la coopération entre les deux pays<sup>14</sup>. Au-delà du domaine proprement militaire, la Russie s'illustre en particulier dans le domaine de la coopération antiterroriste, en premier lieu avec l'Algérie, mais également avec le Maroc et la Tunisie. La coopération sécuritaire entre la Russie et le Maroc a pris un tour nouveau à l'occasion de la visite à Moscou, en avril 2016, d'Abdellatif Hammouchi, actuellement à la tête de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) et patron de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST). Cette visite, la première de ce genre, a été suivie de celle du chef du Conseil de sécurité de Russie, Nikolai Patrouchev, au Maroc en décembre de la même année. En Tunisie, la coopération dans les domaines sécuritaires et du renseignement est importante, malgré la faiblesse des intérêts russes dans le pays. Cet investissement de la part de la Russie répondrait davantage à un besoin de contrebalancer et surveiller l'importante présence de conseillers d'autres pays (français et américains notamment) en Tunisie.

Enfin, fait important, on observe ces dernières années une présence accrue de sociétés militaires privées russes en Afrique, et notamment en Libye. En mars 2017, le groupe RSB, une entreprise paramilitaire russe, a annoncé le retrait de certains de ses contractuels de Benghazi, après l'achèvement de leur mission de déminage. Par ailleurs, des conseillers

13. Vassily Kunetzov est le directeur du centre des études arabes et islamiques de l'Institut des études orientales de l'Académie des Sciences russe. Il s'est exprimé à l'occasion d'une conférence donnée en février 2019 à l'Institut de recherche sur le Maghreb et le Moyen-Orient (IREMMO).

14. Voir *supra*.

militaires issus de ces sociétés militaires privées seraient présents aux côtés de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar. Des rumeurs attestant la présence sur le sol libyen du groupe Wagner, appartenant à Evgueni Prigojine, un oligarque jugé proche de Vladimir Poutine, ont également vu le jour à l'occasion de l'opération menée par Haftar dans la région du Fezzan en janvier 2019, puis de sa tentative d'assaut sur Tripoli à partir du mois d'avril 2019.

## Une proximité de vues sur les dossiers politico-stratégiques

La projection russe au Maghreb s'appuie également sur une proximité de vues concernant les dossiers politico-stratégiques, et notamment sur le principe de *statu quo* sur lequel repose la politique étrangère de Moscou. Cette vision s'applique à l'ensemble de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. La Russie regarde avec méfiance les soulèvements populaires ayant secoué la région en 2011 et établit un lien clair entre ces événements, qui relèveraient selon elle davantage du « printemps islamiste », le cas échéant attisé par les États occidentaux, que de véritables révolutions démocratiques, et la crise survenue dans les années 2000 en Géorgie<sup>15</sup>. Ce nouveau volet politico-diplomatique des relations entre la Russie et les pays du Maghreb s'inscrit dans les suites de ces soulèvements et tranche avec la réaction qui en a découlé dans les pays occidentaux. L'abstention de Moscou sur la résolution 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée le 17 mars 2011 et instaurant une zone de non-survol dans l'est de la Libye, sa dénonciation d'une interprétation extensive et abusive par l'OTAN autorisant l'intervention aérienne de celle-ci en Libye, ainsi que sa gestion du dossier syrien, ont dans l'ensemble été reçues positivement par les pouvoirs maghrébins.

Le traitement du dossier libyen par le Conseil de sécurité a marqué par ailleurs un tournant dans la politique russe en ANMO. Lors du vote de la résolution 1973 du Conseil de sécurité, la Russie s'est abstenue malgré la volonté de Vladimir Poutine, alors Premier ministre de Dmitri Medvedev, d'user de son droit de veto. Pour Vladimir Poutine, l'OTAN a outrepassé le mandat de la résolution en transformant une opération qui se voulait humanitaire en opération de *regime change* qui a abouti à la chute de Mouammar Qadhafi. L'épisode libyen explique en grande partie la position qu'a prise par la suite la Russie sur le dossier syrien et l'utilisation systématique de son droit de veto<sup>16</sup>. Depuis, Moscou est considéré comme un acteur engagé face à la crise libyenne, en apparaissant comme le principal soutien hors monde arabe du maréchal Haftar. Dans les faits, l'appui russe à ce dernier est relatif et ajustable, en ce sens que Moscou ne souhaite pas une victoire militaire décisive de l'Armée nationale libyenne, mais se positionne dans le temps long en donnant la priorité à la relance du processus politique pour tenter de résoudre la crise libyenne<sup>17</sup>. Cela explique l'infléchissement observé depuis deux ans de la part de la diplomatie russe conduisant à un

15. Entretien avec Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe à Moscou, septembre 2019.

16. Anne De Tinguy, « La Russie face aux révoltes libyennes et syriennes », dans *Les Ondes de choc des révolutions arabes*, Presses de l'IFPO, 2004.

17. Patrick Haimzadeh, « Libye : de l'intervention au désengagement, la double peine », *Cultures Monde*, France Culture, 24 octobre 2019.

certain rééquilibrage de ses contacts en faveur des autres acteurs (Tripoli, Misrata, tribus du Sud)<sup>18</sup>. L'aura du maréchal Haftar a d'ailleurs décliné auprès des Russes, qui anticipent son départ de la scène politique et s'estiment en mesure d'amener les deux principaux protagonistes de la crise libyenne à accepter de fortes concessions, et ce malgré le refus de Haftar de signer le projet de cessez-le-feu proposé par le gouvernement russe à Moscou, le 13 janvier 2020.

## LES PERCEPTIONS ET LES ATTENTES CÔTÉ MAGHRÉBIN : PERSPECTIVES ET LIMITES

Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures, l'intransigeance de la Russie quant au respect de la souveraineté des États de la région et le refus des interventions militaires étrangères, porté par le président russe Vladimir Poutine, rencontrent un écho favorable au Maghreb<sup>19</sup>. La politique russe à l'égard de la Syrie est ainsi comprise et même soutenue par les pouvoirs algérien, marocain et tunisien. L'Algérie, qui n'a cessé de rappeler la nécessité de préserver la souveraineté de l'État syrien, est ainsi un des seuls États membres de la Ligue arabe, avec l'Irak, à ne pas avoir fermé sa représentation diplomatique à Damas en novembre 2011. Le dossier syrien était d'ailleurs l'un des points les plus importants de l'agenda de la tournée de Sergueï Lavrov au Maghreb en janvier 2019. Pour la Russie, la normalisation progressive des relations entre la Syrie de Bachar el-Assad et les pays arabes pourrait ainsi passer par l'entregent des pays du Maghreb. Sergueï Lavrov a ainsi exprimé en janvier 2019 son souhait que la Tunisie soutienne le retour de la Syrie au sein de la Ligue des États arabes<sup>20</sup> dont elle avait été exclue en novembre 2011. Cette démarche a été visiblement bien perçue côté tunisien comme en témoignent la réponse positive du ministre des Affaires étrangères Khemais Jhinaoui, ou l'engagement du candidat Abdelkrim Zbidi, ministre de la Défense, à rétablir aussitôt les relations avec Damas s'il était élu à la tête de l'État lors du scrutin présidentiel d'octobre 2019. Enfin, il se dit à Tunis que le nouveau chef de l'État, Kais Saïed, en dépit de sa discrétion affichée sur les questions internationales, se sentirait davantage proche d'un axe Russie/Iran concernant les dossiers du Moyen-Orient que de la vision soutenue par la Turquie et le Qatar.

La Russie est finalement perçue comme une puissance importante dans le contexte de la fin du monde unipolaire ayant émergé à l'issue de la guerre froide. Si ce discours est longtemps resté inaudible au Maghreb, il trouve aujourd'hui un certain écho à la faveur de l'intervention russe en Syrie que Moscou est parvenu à mettre en valeur<sup>21</sup>. La Russie se présente ainsi comme une alternative à un monde occidental jugé intrusif et inconséquent. Les États maghrébins, qu'ils soient alliés ou non de Washington, apprécient en particulier la prévisibilité et la constance de la politique russe dans la région ANMO, qui la différencie de celle menée par les États-Unis. Moscou se montre par ailleurs farouchement opposé à

18. Entretien avec Igor Delanoë, septembre 2019.

19. Abdallah Saaf, « La Russie et le Maghreb », Research Paper, OCP Policy Center, juin 2016.

20. Déclaration de Sergueï Lavrov, conférence de presse, Tunis, 26 janvier 2019.

21. Entretien avec Igor Delanoë, septembre 2019.

l'islamisme politique, considéré comme représentant un risque pour sa sécurité intérieure et la stabilité régionale, ce qui explique en partie son soutien partiel, dans la crise libyenne, au maréchal Haftar jugé plus à même de combattre le jihadisme que le GNA de Tripoli appuyé par le Parti de la justice et de la construction (PJC), branche locale des Frères musulmans. Pareille position est bien accueillie au sein des appareils militaro-sécuritaires dans les trois pays du Maghreb central mais aussi par le pouvoir politique en Algérie et au Maroc, et enfin par la partie moderniste et séculariste de la classe dirigeante tunisienne, alors que les positionnements occidentaux sur la question sont souvent jugés naïfs, ambigus et parfois complaisants.

Dans ce contexte, en mars 2019, alors que le mouvement du *hirak* contestant la candidature à un cinquième mandat présidentiel du président Bouteflika battait son plein en Algérie, le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères algérien, Ramtane Lamamra, s'est rendu à Moscou afin d'informer le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov de la situation dans le pays. Cette démarche a été dénoncée par le mouvement contestataire comme une sujétion du gouvernement à la Russie et un soutien explicite de cette dernière au haut commandement militaire algérien. Bien que la Russie ait démenti toute implication aux côtés des parties en présence, et a déclaré son refus de toute ingérence étrangère en Algérie, faisant ainsi écho aux événements de 2011 en Libye, sa position n'en reste pas moins considérée à Alger, qu'on la critique ou qu'on l'approuve, comme un soutien au système politique en place<sup>22</sup>.

En dépit de cette convergence de vues sur nombre de grands dossiers diplomatiques, les États maghrébins observent davantage de prudence dans le domaine clef de la coopération militaro-stratégique. Il est à ce titre frappant de noter que l'Algérie, tout en conservant un partenariat privilégié avec la Russie en matière d'acquisition d'armement, fait montre des mêmes précautions déjà observées sur ce dossier dans les années soixante. Tout en confirmant leur attirance pour des matériels de guerre russes éprouvés et bien adaptés à leurs besoins, les militaires algériens, visiteurs assidus des salons d'armement en Russie, semblent conscients de l'inconvénient qu'implique une relation trop exclusive dans ce domaine, et auraient des velléités de diversifier leurs partenaires, sans que celles-ci aient pu jusqu'à présent se concrétiser. D'une manière générale, l'appareil d'État algérien est un client particulièrement exigeant et pointilleux concernant les acquisitions d'armements à l'étranger et la Russie en a fait les frais lors de l'affaire des Mig-29 défectueux en 2008. Un autre facteur pouvant conduire à une diversification de la coopération dans ce domaine réside dans l'extraterritorialité de sanctions américaines imposées à la Russie. Celles-ci pourraient à l'avenir avoir des conséquences sur les futures importations algériennes d'armements russes, Alger risquant ainsi de subir des sanctions de la part des États-Unis<sup>23</sup>.

Une retenue beaucoup plus marquée paraît de mise de la part de la Tunisie, qui n'a eu jusqu'à maintenant aucun volet de coopération dans le domaine militaire avec la Russie. À la suite de leurs premiers contacts avec leurs homologues russes, les militaires tunisiens, tout en manifestant un certain intérêt, semblent gênés par le manque de visibilité de ce

22. Samuel Ramani, « [Russia cautious calculus in Algeria](#) », Carnegie Endowment for International Peace, 22 mars 2019.

23. Entretien avec Igor Delanoë, septembre 2019.

partenaire potentiel, en particulier dans les domaines de l'économie et des investissements. Par ailleurs, la position de Moscou par rapport à la crise libyenne est probablement suivie de près en Tunisie et tout autant en Algérie, même si les deux capitales, qui veillent à ne pas choisir un camp contre l'autre, ne se sont pas exprimées sur ce sujet.

Enfin, l'absence affichée de démarche partisane de la Russie dans ses relations avec les différents pays du Maghreb ne suffit pas toujours à se concilier les bonnes grâces de l'une ou l'autre des capitales. Le contentieux toujours non résolu entre l'Algérie et le Maroc illustre cette difficulté à laquelle les partenaires traditionnels de ces deux pays sont confrontés de longue date. Ainsi, dans le cadre du partenariat qu'il souhaite développer avec la Russie, le Maroc attend une clarification de la position de Moscou au sujet du Sahara occidental avec l'espoir d'obtenir son soutien au Conseil de sécurité des Nations unies, sans avoir eu semble-t-il de réponse en retour. En outre, Rabat, qui veille à éviter un déséquilibre trop marqué en termes de capacités militaires avec son rival algérien, a peu apprécié de voir les Russes effacer dans les années 2000 la dette de l'Algérie en permettant à cette dernière d'acheter de nouveaux et performants matériels de guerre. Pour autant, le Maroc, qui mène depuis plusieurs années une intense politique à base de *soft power* en direction de l'Afrique subsaharienne, cherche à se placer aux yeux des Russes comme le point de passage obligé pour ces derniers vers le continent et notamment sa partie occidentale, place qui était dévolue jusqu'à maintenant à l'Algérie.

## CONCLUSION

Le retour, élargi à de nouveaux partenaires, de la Russie au Maghreb ne doit pas être perçu comme un bouleversement en profondeur des partenariats stratégiques en place depuis plusieurs décennies. La position affichée par Moscou sur les questions régionales depuis les années 2000 sont positivement reçues dans les capitales maghrébines parce qu'elles sont « conservatrices », prudentes et prévisibles. Cette approbation globale d'une politique, dont l'action menée par la Russie en Syrie est jugée particulièrement emblématique, n'exclut pas pour autant une certaine réserve, coopération ne signifiant pas sujétion, y compris aux yeux de ce partenaire de longue date qu'est l'Algérie.

Au-delà de contingences à la fois structurelles – les intérêts économiques – et conjoncturelles – les tensions et les défis sécuritaires dans la région –, il convient de s'interroger sur ce redéploiement et ses prolongements à venir. S'agit-il de prendre davantage pied sur ce flanc méridional de l'espace euro-atlantique pour mieux contrôler ce dernier et renforcer la présence de la flotte russe en Méditerranée, comme peuvent le soupçonner les puissances occidentales ? Ou bien cela intègre-t-il un objectif nouveau fondé sur le postulat, depuis longtemps intériorisé par la Russie, selon lequel le Maghreb constitue la porte d'accès vers l'Afrique subsaharienne, lieu d'enjeux économiques et stratégiques croissants ? Il existe en effet une volonté, affirmée lors du récent – et premier – sommet Russie-Afrique de Sotchi en octobre 2019, de développer une stratégie en direction du continent.

Sur ce point, l'Algérie paraît constituer toujours, aux yeux de Moscou, la porte d'entrée vers le continent africain. Cet accès pourrait-il être à l'avenir concurrencé par le Maroc, qui déploie un ambitieux *soft power* en direction de l'Afrique, et amener la Russie à renforcer davantage ses relations avec Rabat ? On ne peut cependant pas exclure que Moscou envisage de faire jouer ce rôle à une Libye à terme pacifiée et stabilisée, ce qui expliquerait les efforts déployés actuellement par la diplomatie russe pour tenter de relancer un processus de règlement de la crise libyenne.

**Géographe de formation, Flavien Bourrat est chercheur Maghreb - Moyen-Orient à l'IRSEM. Ses recherches portent notamment sur le rôle et la place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés du monde arabe, sur les fragmentations territoriales, la sécurisation des frontières et les interventions militaires étrangères dans la région ANMO, ainsi que sur les évolutions politico-sécuritaires au Maghreb. Il a été chef du bureau Maghreb - Proche et Moyen-Orient à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense. Il est également chercheur au Centre euromaghrébin de recherches et d'études stratégiques (CEMRES) dans le cadre de l'initiative « 5+5 Défense » en Méditerranée occidentale. Il enseigne les enjeux stratégiques du monde arabe contemporain à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).**

Contact : [flavien.bourrat@irsem.fr](mailto:flavien.bourrat@irsem.fr)

Nawel Djaffar, assistante de recherche à l'IRSEM de septembre à novembre 2019, est diplômée de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) en études arabes et relations internationales.